



## **Manifestation des travailleurs sociaux à Paris, le 7 décembre 2021**

Prise de parole de la Fédération CGT des Services publics, collectif médico-social

Bonjour à toutes et tous,

Aujourd'hui, plus que jamais, les travailleurs sociaux, public-privé, crient leur colère partout en France ! Paris, Bordeaux, Rennes, Marseille, Lyon, Strasbourg, Clermont Ferrand, Tulle, Gap, Lille, Montpellier etc... Plus de 70 rassemblements dans toute la France !

Alors oui, l'heure est grave, il y a urgence !!!

Urgence à agir pour le gouvernement qui depuis trop longtemps fait la sourde oreille face à la colère des travailleurs sociaux !

Epuisement professionnel, manque de moyens, salaires au rabais, conditions de travail en dessous de tout... Les raisons ne manquent pas pour faire éclater notre colère, dans l'unité la plus large, pour défendre nos métiers au cœur de l'humain.

Ce n'est pas seulement nous, travailleurs sociaux, dont il est question... Mais aussi et surtout de tous ces enfants, ces personnes vulnérables, les plus démunies de notre société et qui sont aujourd'hui, plus que jamais, délaissés par les pouvoirs publics.

Dans les Conseils Départementaux et les CCAS : 26 000 assistants socio-éducatifs et 36 000 assistantes familiales : la colère monte chaque jour face à une violence institutionnelle de plus en plus forte et insoutenable !

Dans de trop nombreux lieux d'accueil, les mineurs confiés à l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance) sont mis en danger par le manque de moyens, quand ils ne sont pas tout simplement laissés de côté faute de places !

Alors non, Monsieur le Ministre, il ne suffit pas de communiquer et de faire le tour de France pour vanter les bénéfices du parcours des « 1000 premiers jours de l'enfant », pour que nous, professionnelles, nous voyons s'améliorer nos conditions de travail et que nous puissions répondre aux besoins de la population !

Alors OUI, nous sommes à bout et la colère s'amplifie !

On ne lâchera rien :

- Pour l'amélioration de nos conditions de travail : créations de postes, moyens financiers à hauteur des besoins de la population, création e places en structure d'accueil pour les enfants confiés à l'ASE... ;
- Pour l'augmentation immédiate de nos salaires : plus de 10 ans que nous subissons le gel du point d'indice et une chute sans précédent de notre pouvoir d'achat !

Une seule solution : le dégel du point d'indice et la revalorisation des grilles de rémunération !

Oui à une politique nationale ambitieuse qui définit la protection de l'enfance comme mission prioritaire d'un service public de qualité pour toutes et tous et partout sur le territoire !

Le social n'est pas à vendre, on ne lâchera rien !!!